

NOTE

Objet: **Note relative à la session plénière**
- 15-16 avril 2002, Bruxelles¹

I. Ouverture de la séance plénière

Le Président de la Convention, M. Valéry Giscard d'Estaing, a ouvert la séance. Il était assisté du vice-président, M. Giuliano Amato.

Il a félicité M. PETERLE d'avoir été choisi par les représentants des Parlements nationaux des pays candidats en tant qu'invité au Praesidium.

Il a rappelé aux membres de la Convention qu'ainsi qu'annoncé dans le document CONV 18/02, le Praesidium avait décidé que les membres de la Convention des pays candidats pouvaient s'exprimer dans leur langue. Il a expliqué les modalités d'interprétation.

Il a indiqué aux membres de la Convention qu'afin de donner un caractère plus animé au débat, à l'issue de chaque série de cinq interventions selon la liste des intervenants, les membres pourraient réagir en demandant la parole au président de séance en levant un carton bleu. Ces modalités seraient appliquées à titre expérimental pour une ou deux sessions. Il serait procédé par la suite à l'évaluation de leur fonctionnement.

Le Président a rappelé que la Commission a diffusé à la Convention une communication qui reprend les éléments du dernier Eurobaromètre concernant l'avenir de l'Union européenne. Cette communication fait très clairement ressortir les attentes des citoyens envers l'Europe.

¹ Le verbatim de la session plénière se trouve dans le site www.european-convention.eu.int

II. Débat général : les missions de l'Union européenne

Introduction

Le Président Giscard d'Estaing a introduit le débat en rappelant que plusieurs documents traitant de ce sujet ont été adressés à la Convention, d'une part, par des membres de la Convention et, d'autre part, par le Praesidium, ce dernier ayant transmis deux documents: un premier qui cherche à organiser le débat en posant des questions spécifiques sur les missions de l'Union européenne (doc CONV 16/02), et un deuxième qui contient une description de la manière dont se sont constituées les compétences de l'Union européenne (doc CONV 17/02).

Les membres de la Convention se sont exprimés à l'occasion de 86 interventions.

Première question : Etendue des missions de l'Union

La première question posée à la Convention visait à savoir si, compte tenu de la dimension nouvelle de l'Union, du contexte international actuel, des attributions actuelles de l'Union et des aspirations de ses citoyens, il conviendrait d'élargir les missions de l'Union et, dans l'affirmative, quelles nouvelles tâches devraient lui être confiées ou si, au contraire, il conviendrait de restreindre ses missions et, dans l'affirmative, quelles seraient celles qui devraient être rendues aux États membres?

1. Questions générales

Une large orientation s'est dégagée au sein de la Convention sur la nécessité de ne pas remettre en cause les réalisations actuelles de l'Union, deux membres seulement ayant souhaité un retour des certaines compétences aux États membres.

Quelques intervenants ont soulevé les difficultés d'une délimitation par matières, et la nécessité d'établir plutôt une délimitation par intensité de l'action en fonction des domaines à travers l'établissement des instruments d'action.

Dans ce sens, plusieurs membres ont insisté sur la nécessité d'examiner la question des missions de l'Union avec celle de l'organisation des compétences et des instruments. Pour ce faire, le

souhait a été émis que le traité indique clairement qui fait quoi en indiquant pour chaque politique le degré de compétence de l'Union.

Plusieurs membres ont souhaité l'abandon de la structure en trois piliers au profit d'une structure institutionnelle unique.

2. Les missions de l'Union ayant reçu le soutien d'un grand nombre d'intervenants

La majorité des intervenants a exprimé la nécessité de renforcer les missions de l'Union dans deux domaines, tout en la dotant des compétences nécessaires pour l'exercice de ces missions :

- la politique extérieure commune, afin de renforcer la présence et l'action de l'Union sur la scène internationale, notamment dans la gestion des crises. L'Union devrait être capable de réagir efficacement aux nouveaux défis de la politique internationale.
- la politique de liberté, sécurité et justice afin que l'Union puisse agir plus efficacement, notamment, contre le terrorisme, contre la criminalité organisée, contre l'immigration illégale, contre la drogue, et contre la traite des êtres humains. Dans ce cadre, certains ont souhaité la mise en place d'un service commun de protection des frontières.

De nombreux membres ont également souhaité

- un gouvernement économique comme corollaire de l'Union monétaire,
- une référence aux droits de l'Homme, par l'insertion dans les traités de la Charte des Droits fondamentaux. La question de doter l'Union de la personnalité juridique et son adhésion à la Convention européenne des Droits de l'Homme a été abordée,
- un lien entre la politique extérieure et la politique d'aide au développement,

3. Autres missions de l'Union évoquées

Certains membres ont souhaité que l'Union agisse également davantage dans les domaines suivants :

- l'environnement,
- la recherche et l'innovation,
- la sécurité alimentaire,
- la sécurité des approvisionnements.

4. Missions sur lesquelles des divergences sont apparues

Plusieurs membres ont appelé de leurs vœux une action de l'Union dans les domaines suivants:

- la cohésion économique et sociale et le développement d'un modèle social européen, demandant un traité social européen tenant compte des différences entre les États membres
- la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- la lutte contre le chômage,

et certains ont souhaité un régime fiscal propre à l'Union. D'autres intervenants ont considéré que cela n'était pas nécessaire.

En ce qui concerne l'éducation, la formation professionnelle et l'enseignement, quelques membres ont appelé de leurs vœux la mise en place d'un enseignement européen alors que d'autres ont souhaité que ces matières relèvent de la compétence des États membres.

5. Les missions des États membres

Pour ce qui est des missions qui devraient continuer à relever des États membres, la majorité des intervenants qui ont abordé la question ont mentionné les domaines suivants :

- l'organisation interne des États,
- les services publics,
- la culture,
- la sécurité sociale.

Certains entre ces intervenants ont indiqué qu'il s'agissait d'exemples et non pas d'une liste complète.

Toutefois, il a été remarqué que le fait que l'Union n'intervienne pas directement dans ces domaines, ne devrait pas empêcher l'Union d'encourager éventuellement la coopération entre États membres dans ces domaines et/ou de soutenir la coordination des actions des États membres.

Deuxième question : Les critères permettant de décider des missions qui devraient être remplies au niveau de l'Union

La deuxième question posée à la Convention visait à déterminer les critères permettant de décider des missions qui devraient être remplies au niveau de l'Union et les principes sur lesquels la Convention devrait s'appuyer pour ce genre de décision.

Les aspirations des citoyens devraient, selon les membres de la Convention, guider le partage des compétences entre l'Union et les États membres.

Ceci étant, la grande majorité des intervenants ont rappelé les critères suivants :

- le critère de la subsidiarité : l'Union ne devrait agir que dans les domaines où elle seule peut le faire, compte tenu des éléments transfrontaliers de l'action, ou dans des domaines où l'Union peut agir d'une façon plus efficace que les États membres individuellement. Certains ont souligné la nécessité de renforcer l'application du principe de subsidiarité ;
- le critère de la proportionnalité : l'action de l'Union ne doit pas excéder ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs poursuivis.

Certains intervenant ont aussi évoqué le principe de solidarité.

Troisième question : Les compétences des Etats membres

La troisième question posée à la Convention visait notamment à savoir si les traités devraient prévoir expressément que les responsabilités qui n'entrent pas dans le champ des missions de l'Union devraient continuer à incomber aux Etats membres, ou si, au contraire, les compétences en question devraient être énumérées dans les traités et, dans ce dernier cas, sur la base de quels critères. Il avait aussi été demandé quels devraient être les principes sur lesquels la Convention pourrait s'appuyer pour ce genre de décision.

La plupart des intervenants ont insisté sur la nécessité d'explicitier dans les traités le principe selon lequel les missions qui n'ont pas été attribuées à l'Union par les traités continuent à relever des Etats membres, mais sans dresser dans le traité une liste énumérative de compétences des Etats membres. En effet, la plupart de membres de la Convention ont considéré que l'établissement d'une telle liste entraînerait le risque de figer les compétences des Etats membres en allant ainsi à l'encontre du besoin de souplesse nécessaire pour s'adapter aux nouvelles réalités. Certains ont fait remarquer que, le principe étant que, sauf attribution à l'Union, la compétence reste des Etats membres, il était difficile de dresser une liste énumérative des compétences de ces derniers.

Quatrième question : L'évolution des compétences

La dernière question posée à la Convention visait à savoir si les missions de l'Union devraient être fixées maintenant, une fois pour toutes, ou s'il faudrait prévoir une possibilité d'évolution future.

Flexibilité du système de délimitation de compétences

La grande majorité des intervenants se sont prononcés en faveur d'un système de délimitation de compétences souple, qui permette une certaine adaptation des missions de l'Union aux nouveaux défis et de répondre au mieux aux attentes des citoyens. Plusieurs ont signalé dans ce sens que la flexibilité et le dynamisme qui ont été au coeur du développement passé de l'Union, et qui constituent un des points forts de celle-ci, devraient être préservés. Un système de listes, que ce soit des compétences de l'Union ou de celles des Etats membres, irait à l'encontre de cette flexibilité. Dans ce sens, il a été fait remarquer à titre d'exemple que c'est la flexibilité existant à l'heure actuelle qui a permis à la Communauté de s'occuper des problèmes relatifs à l'asile, ou d'adopter la directive sur le commerce électronique.

Certains parmi ces intervenants ont souligné que l'important était d'avoir des principes clairs et démocratiques de prise de décision plutôt qu'un système rigide de délimitation des compétences. La nécessité de préserver les articles 95 et 308 du TCE a également été évoquée dans ce cadre.

Contrôle du respect des principes de délimitation de compétences et de subsidiarité

Ce système de délimitation souple devrait être accompagné, pour la grande majorité des intervenants, de la mise en place de moyens de contrôle efficaces du respect des principes de délimitation de compétences et de subsidiarité en estimant que le contrôle de l'application effective desdits principes était la meilleure garantie pour son respect. Pour la plupart, ces contrôles devraient impliquer la participation des Parlements nationaux. Dans ce cadre, il a été fait remarquer que les Parlements nationaux ont déjà la possibilité de contrôler le respect du principe de délimitation des compétences et de subsidiarité dans certains domaines, dans la mesure où il y a des débats au niveau national sur ces questions.

Une discussion a eu lieu sur la question de savoir si ces contrôles doivent inclure un nouveau mécanisme, et si un tel mécanisme doit être de nature politique ou juridictionnelle. La plupart des intervenants se sont prononcés pour un mécanisme, a priori ou a posteriori, composé des représentants des Parlements nationaux, une partie s'étant prononcée pour inclure également des représentants du Parlement européen. Quelques uns se sont prononcés en faveur d'un mécanisme de type juridictionnel, l'idée d'une Cour composée de membres des Cours constitutionnelles nationales, ou d'un mécanisme de coopération entre la Cour de justice et les Cours constitutionnelles nationales ayant été évoquée.

Finalement, quelques voix se sont prononcées en faveur de la participation des régions dans un tel contrôle, notamment de celles ayant des pouvoirs législatifs, tout en signalant que la répartition des compétences entre les Etats fédéraux et leurs entités fédérées devrait continuer à relever de l'organisation des Etats membres concernés.

Finalement, la nécessité d'établir des modalités différentes de révision des traités a été évoquée : plus rigides pour ce qui est des dispositions fondamentales, et plus souples pour le reste.

III. Session de la Convention des jeunes

La Convention a approuvé le document qui lui avait été présenté contenant des propositions pour l'organisation d'une "Convention des jeunes de l'Europe" sur le modèle de la Convention elle-même (doc. CONV 15/02).

La discussion sur ce document a permis d'approfondir une série de problèmes relatifs notamment à la procédure de sélection des jeunes participant à cette Convention. Plusieurs intervenants ont insisté sur la nécessité d'établir des procédures transparentes et objectives de sélection, ainsi que d'avoir un équilibre dans la représentation des différents secteurs de la société ainsi que des différents points de vue sur l'intégration européenne.

Le Président a souligné que la procédure de sélection choisie garantissait un tel équilibre, et que le débat entre les jeunes devait être le plus libre possible. Pour ce qui est de l'organisation du débat au sein de cette Convention de jeunes, il a signalé qu'il y aura un Praesidium ainsi qu'un rapporteur désignés par la « Convention des Jeunes », ce dernier faisant rapport à la Convention. La question des contacts à établir avec les jeunes suite à la teneur de cette Convention devra être examinée ultérieurement.

IV. Divers

Établissement de groupes de travail

Pour ce qui est des demandes des membres de la Convention que des groupes de travail soient établis le plus tôt possible, le Président de séance a indiqué que le Praesidium est en train d'examiner la question et notamment de réfléchir aux thèmes qui pourraient utilement être examinés par de tels groupes.

La prochaine session

Le Président a conclu la session en signalant que la session de la Convention des 23 et 24 mai sera consacrée à l'exercice des missions de l'Union européenne sous le double aspect de la légitimité et de l'efficacité. Cette session permettra ainsi d'approfondir la question des compétences de l'Union et des instruments pour la mise en œuvre de ces compétences.

- Liste des orateurs suivant l'ordre des interventions.

Session plénière 15-16 avril 2002

LISTE DES ORATEURS

Lundi 15 avril

1. M. Andrew DUFF - Royaume Uni (Parlement européen)

2. Mme Ayfer YILMAZ - Turquie (Parlement)

3. M. Pierre MOSCOVICI - France (Gouvernement)

4. M. John BRUTON - Irlande (Parlement)

5. M. Rytis MARTIKONIS - Lituanie (Gouvernement)

Cartons bleus : Duhamel, Fayot, Van der Linden, McAvan, MacCormick

6. M. Alain LAMASSOURE - France (Parlement européen)

7. M. Hans van MIERLO - Pays Bas (Gouvernement)

8. M. Erwin TEUFEL - Allemagne (Parlement)

9. M. Peter SKAARUP - Danemark (Parlement)

10. M. Alfred SANT - Malte (Parlement)

Cartons bleus : Voggenhuber, Maij-Weggen Stuart, Belohorská, Muscardini

11. M. Peter HAIN - Royaume Uni (Gouvernement)

12. M. Edmund WITTBRODT - Pologne (Parlement)

13. M. Alain BARRAU - France (Parlement)

14. M. Jürgen MEYER - Allemagne (Parlement)

15. M. Jozef OLESKY - Pologne (Parlement)

Cartons bleus : Borrell Fontelles, Spini, Bonde

16. Mme Danuta HÜBNER - Pologne (Gouvernement)

17. M. Soren LEKBERG - Suède (Parlement)

18. M. Michel BARNIER - Commission

19. Mme Inese BIRZNIECE - Lettonie (Parlement) * suppléante de M. INKENS

20. M. Ben FAYOT - Luxembourg (Parlement)

21. M. Mesut YILMAZ - Turquie (Gouvernement)

22. M. Vytenis ANDRIUKAITIS - Lituanie (Parlement)

23. M. Gianfranco FINI - Italie (Gouvernement)
24. M. Olivier DUHAMEL - France (Parlement européen)
25. Mme Eleni MAVROU - Chypre (Parlement)
Cartons bleus : Barrau, Tajani, MacCormick, Giscard d'Estaing, Palacio.
26. M. Henrik Dam KRISTENSEN - Danemark (Parlement)
27. M. Michael FRENDÓ - Chypre (Parlement)
28. M. Joao de VALLERA - Portugal (Gouvernement)
29. Mme Renée WAGENER - Luxembourg (Parlement) *suppléante de M. HELMINGER
30. M. Reinhard Eugen BÖSCH - Autriche (Parlement)
31. M. Roberts ZILE - Lettonie (Gouvernement)
Cartons bleus : Muscardini, Rack, Palacio, Medalinkas, Katiforis.
32. M. Mimmo KILJUNEN - Finlande (Parlement)
33. Mme Nelly KUTSKOVA - Bulgarie (Gouvernement)* suppléante de Mme Meglena KUNEVA
34. M. Georges JACOBS - UNICE (Partenaires sociaux européens, observateur)
35. Mme Marietta GIANNAKOU - Grèce (Parlement)
36. M. René van der LINDEN - Pays Bas (Parlement)
37. M. Jacques SANTER - Luxembourg (Gouvernement)
Cartons bleus : Wuermeling, Katiforis, Palacio
38. M. Alvydas MEDALINSKAS - Lituanie (Parlement)
39. M. Göran LENNMARKER - Suède (Parlement)
40. M. Michael ATTALIDES - Chypre (Gouvernement)
41. M. Han van BAALEN - Pays Bas (Parlement) * suppléant de M. Frans TIMMERMANS
42. Mr Puis HASOTTI - Roumanie (Parlement)
43. M. Peter SERRACINO-INGLOTT - Malte (Gouvernement)
44. M. Paraskevas AVGERINOS - Grèce (Parlement)
45. Mme Hanja MAIJ-WEGGEN - Parlement européen
46. M. Peter GLOTZ - Allemagne (Gouvernement)
47. M. William ABITBOL - Parlement européen * suppléant de M. BONDE
Cartons bleus : Muscardini, Carnero Gonzalez, Borrell Fontelles, Van der Linden, Leenmarker, Palacio.
48. M. David HEATHCOAT-AMORY - Royaume Uni (Parlement)
49. M. Panayotis DEMETRIOU - Chypre (Parlement)
50. M. Matjaz NAHTIGAL - Sloveie (Gouvernement)
Cartons bleus : Birzniece, Duff, Van Lancker, Duhamel, Heathcoat-Amory.

Session plénière 16 avril 2002

LISTE DES ORATEURS

Mardi, 16 avril

1. M. Adrian SEVERIN - Roumanie (Parlement) * suppléant M. MAIOR
2. M. Ray McSHARRY - Ireland (Gouvernement)
3. M. Lamberto DINI - Italie (Parlement)
4. M. Neil MacCORMICK - Parlement européen * suppléant M. VOGGENHUBER
5. M. Proinsias DE ROSSA - Irlande (Parlement)

Cartons bleus : Wuermeling, Katiforis

6. M. Valdo SPINI - Italie (Parlement) * suppléant de M. FOLLINI
7. M. Hannes FARNLEITNER - Autriche (Gouvernement)
8. M. Matti VANHANEN - Finlande (Parlement)
9. Mme. Evelin LICHTENBERGER -Autriche (Parlement)
10. M. Huber HAENEL - France (Parlement)
11. M. Pavol HAMZIK - Slovaquie (Parlement)

Cartons bleus : Heathcoat-Amory, Fayot, Rack, Bonde

12. Mme Cristiana MUSCARDINI - Parlement européen
13. M. Peter GOTTFRIED - Hongrie (Gouvernement) * suppléant de M. MARTONYI
14. Mme Eduarda AZEVEDO - Portugal (Parlement)
15. M. Klaus HAENSCH - Parlement européen
16. M. Henning CHRISTOPHERSEN - Danemark (Gouvernement)
17. Mme Anne VAN LANCKER - Parlement européen
18. M. Caspar EINEM - Autriche (Parlement)
19. M. Louis MICHEL - Belgique (Gouvernement)
20. Mme Elena PACIOTTI - Parlement européen * suppléante McAVAN
21. M. Antonio VITORINO - Commission

22. Mme Sylvia-Yvonne KAUFMANN - Parlement européen

Cartons bleus : Palacio, Duff, Thorning-Schmidt

23. M. Ali TEKIN - Turquie (Parlement)
24. Mme Hildegard PUWAK - Roumanie (Gouvernement)
25. M. Elio DI RUPO - Belgique (Parlement)
26. Mme Ana PALACIO - Espagne (Gouvernement)

- 27. M. Jan KAVAN - République Tchèque (Gouvernement)
- 28. M. Josep BORRELL FONTELLAS - Espagne (Parlement)
- 29. M. Alberto COSTA - Portugal (Parlement)
- 30. M. Johannes VOGGENHUBER - Parlement européen
- 31. Mme Teija TIILIKAINEN - Finlande (Gouvernement)
- 32. M. Tunne KELAM - Estonie (Parlement)
- 33. M. Joachim WUERMELING- Allemagne (Parlement européen) * suppléant M. E. BROK

Point 2 de l'ordre du jour

M. Jens-Peter BONDE - Parlement européen
Ms Lena HALLENGREN - Suède (Gouvernement) * suppléante de HJELM-WALLÉN
M. Timothy KIRKHOPE - Parlement européen
M. Valdo SPINI - Italie (Parlement) * suppléant M. FOLLINI
Mme Helle THORNING-SCHMIDT - Parlement Européen * suppléante M. MARINHO
M. Alvydas MEDALINSKAS - Lituanie (Parlement)
Cartons bleus : Martikonis, Palacio, Maij-Weggen, Tomlinson, Carnero Gonzalez, Farnleitner, MacCormick, Bonde.

Point 3 de l'ordre du jour

M. Andrew Nicholas DUFF - Parlement européen
Mme Irena BELOHORSKÁ - Slovaquie (Parlement)
M. Jens-Peter BONDE - Parlement européen
M. Alvydas MEDALINSKAS - Lituanie (Parlement)
